



HAL
open science

Ouzbékistan

Julien Thorez

► **To cite this version:**

Julien Thorez. Ouzbékistan. Gildas Simon. Dictionnaire des migrations internationales - approche géohistorique, Armand Colin, pp. 653-657, 2015. hal-01484665

HAL Id: hal-01484665

<https://hal.science/hal-01484665>

Submitted on 7 Mar 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

J. Thorez, 2015, « Ouzbékistan », in G. Simon (dir.), *Dictionnaire des migrations internationales – approche géohistorique*, Paris, Armand Colin, pp. 653 -657.

Ouzbékistan

Julien Thorez
Géographe
Chargé de recherche au CNRS
Mondes iranien et indien
julien.thorez@cnr.fr

L'Ouzbékistan connaît une existence inédite en tant qu'Etat indépendant depuis 1991, après avoir été créé en 1924 en tant que république socialiste soviétique dans le cadre de la réforme territoriale menée par les autorités bolchéviques. Avec plus de 30 millions d'habitants en 2014, il est le pays d'Asie centrale le plus peuplé. Majoritairement rurale et principalement agricole, la population ouzbékistanaise est essentiellement turcophone et musulmane. Elle réside dans des oasis de piémont, de vallée et de delta où l'irrigation permet le développement d'une agriculture intensive autour de centres urbains (Boukhara, Samarkand, Kokand, Tachkent, etc.) qui furent des étapes prestigieuses sur la Route de la Soie. Dirigé depuis la fin des années 1980 par I. Karimov, le pays a adopté, dès le début de la transformation post-soviétique, un modèle de développement autocentré, fondé sur une politique de substitution aux importations dans le domaine agricole comme dans le domaine industriel. Malgré l'abandon de la référence socialiste au profit d'une idéologie nationale, l'Etat reste un acteur majeur, à travers notamment le maintien d'un système de planification. Engagé dans une politique d'affirmation nationale, il finance ses investissements dans les infrastructures (transport, éducation, etc.) par les revenus tirés des exportations de matières premières (gaz naturel, or, coton). Enclavé au cœur du continent eurasiatique, l'Ouzbékistan mène une politique d'insertion dans l'espace mondial et régional prudente dont témoigne la persistance d'un contrôle strict exercé sur la circulation internationale des personnes, des biens et des informations.

L'année 1991 ne peut être considérée comme une rupture dans la trajectoire migratoire de l'Ouzbékistan, le pays enregistrant un solde migratoire négatif depuis le milieu des années 1970. Toutefois, les années 1990 furent le moment d'une réduction globale de la mobilité migratoire et d'une internationalisation des migrations, comme dans l'ensemble du monde post-soviétique, avant que les années 2000 ne voient l'émergence d'un flux massif de migrants de travail. L'Ouzbékistan peut aujourd'hui s'apparenter à un pays d'émigration, alors que les flux d'immigration se sont tariés aux cours des deux dernières décennies.

1. Immigration

1.1. Colonisation tsariste et domination soviétique : un territoire au peuplement hétérogénéisé

Le territoire de l'actuel Ouzbékistan a connu après la conquête de l'Asie centrale par l'Empire tsariste des changements démographiques importants liés à l'arrivée de façon spontanée, encadrée ou forcée de populations originaires des régions européennes et asiatiques de l'Empire russe puis de l'URSS. Du milieu du XIX^e siècle à la seconde moitié du XX^e siècle, plusieurs centaines de milliers de personnes sont venues peupler les oasis où résidaient des populations sédentaires turcophones et persanophones dans le cadre de programmes de développement ou de mesures de répression. Après la prise de Tachkent en 1865, les mises sous tutelle de l'émirat de Boukhara en 1868 et du khanat de Khiva en 1873 puis la chute du khanat de Kokand en 1876, la population turkestanais changea en raison de l'arrivée de militaires, de fonctionnaires, de cosaques, de marchands, ou d'ouvriers russophones, tandis que les autorités tsaristes décidaient de classer la population en catégories nationales. À la veille de la première guerre mondiale, le Turkestan accueillait ainsi plus de 500 000 habitants d'origine européenne, dont la venue avait été encouragée par les opportunités offertes par l'expansion coloniale et liée à la situation en Russie d'Europe (réforme des communautés rurales dites « de Stolypine » en 1906, disettes, etc.).

Plusieurs vagues d'immigration se sont ensuite succédé au cours de la période soviétique. Alors que des ingénieurs, des techniciens ou des ouvriers ont participé à l'effort d'industrialisation, les Coréens habitant l'Extrême-Orient soviétique en 1937, les Tatars de Crimée en 1944, les Turcs Meskhètes de Géorgie en 1944 furent les principaux peuples déportés en Ouzbékistan parmi les populations réprimées par le régime stalinien entre la fin des années 1930 et le milieu des années 1940. Face à l'offensive nazie, cette république soviétique accueillit également, pendant la seconde guerre mondiale, des réfugiés et des usines évacuées des régions européennes de l'URSS, puis en 1949, des réfugiés communistes grecs. À la veille de l'indépendance, la population de l'Ouzbékistan était donc multiethnique, comprenant des populations turcophones et tadjikiphones d'Asie centrale ainsi que différentes populations « russophones », catégorie que l'on peut définir dans la région comme désignant l'ensemble des populations arrivées en Asie centrale dans le cadre des politiques de peuplement menées durant les périodes tsariste et soviétique. En 1989, 1,653 millions de Russes, concentrés dans les villes, habitaient ainsi l'Ouzbékistan, où ils représentaient 8,3 % de la population, en léger repli par rapport à 1979. Plus de 700 000 Russes vivaient à Tachkent, soit 34 % de la population de la capitale ouzbékistanais.

1.2. Le tarissement des flux d'immigration, des retours de "diaspora" non encouragés

Après la longue séquence pendant laquelle l'Ouzbékistan connut d'importants excédents migratoires, les flux d'immigration ont décliné à la fin de la période soviétique. Dès les années 1970 et 1980, les arrivées en provenance des autres républiques soviétiques ont commencé à se réduire dans un contexte marqué par une certaine détérioration de l'environnement économique et social des populations « russophones » en Ouzbékistan (tensions sur le marché du travail, indigénisation de la main d'œuvre, etc.). Mais c'est surtout au cours des années 1990 que la contraction des flux d'immigration fut la plus marquée. En 1989, 194 500 arrivées ont été enregistrées en Ouzbékistan, contre 99 400 en 1992, 34 100 en 1995 et seulement 5 700 en 1998. Depuis, les flux d'immigration demeurent très modestes. L'origine des migrants reste principalement le monde post-soviétique (Russie, Asie centrale)

bien que, depuis l'indépendance, quelques entrepreneurs turcs, coréens ou européens se soient implantés dans le pays, notamment à Tachkent, la capitale. Parmi les immigrants, quelques « Russophones » reviennent en Ouzbékistan après avoir échoué à s'installer durablement en Russie mais on compte également une part significative d'Ouzbeks. Toutefois, à la différence du Kazakhstan et du Kirghizstan, qui mènent une politique active de « rapatriement » de leurs minorités co-ethniques de l'étranger, l'Ouzbékistan, où la nationalité titulaire fut toujours majoritaire, n'encourage pas les Ouzbeks résidant au Kirghizstan, au Tadjikistan, au Turkménistan ou en Afghanistan (où ils sont entre 2 et 3 millions), à revenir ou à migrer vers leur « patrie historique ».

2. Emigration

2.1. Indépendance et départ des populations russophones

Malgré le recul général de la mobilité résidentielle, l'activité migratoire des populations russophones s'est intensifiée au tournant des années 1990, en raison du statut d'Etat indépendant acquis par l'Ouzbékistan, de la crise économique et sociale et de la libéralisation de certaines migrations internationales. L'émigration des populations russophones s'inscrit dans un contexte post-colonial. Elle découle largement de la dégradation de leur statut politique, économique et social en Ouzbékistan que certains auteurs apparentent à un « cataclysme ». L'indépendance s'est en effet accompagnée de la valorisation de la langue, de l'histoire et de la culture ouzbèke et de l'« ouzbékisation » de l'appareil politique et technique, dans le cadre de la politique de construction de la nation souveraine. Dans le même temps, les populations russophones furent particulièrement touchées par la crise économique du début des années 1990, tandis que l'instabilité du contexte géopolitique régional (tensions interethniques, guerre civile au Tadjikistan) les incitait à migrer. Dans un contexte d'ethnicisation des rapports sociaux et des rivalités économiques et politiques, l'Asie centrale a en effet connu plusieurs épisodes de violences interethniques. En 1989, des pogroms perpétrés dans le Ferghana ont contraint les populations meskhètes d'Ouzbékistan à fuir au Kirghizstan, au Kazakhstan et en Russie ; en 1990, des violences ont opposé des Kirghizes et des Ouzbeks dans le sud du Kirghizstan. Comme partout en Asie centrale et au Caucase, les Russes ont par ailleurs mal vécu la perte du lien territorial, politique et symbolique avec la Russie, bien qu'ils soient majoritairement nés en Ouzbékistan et que les manifestations quotidiennes du nationalisme ouzbek se soient estompées dans les années 1990.

Cette émigration prolonge une dynamique entamée dans les années 1970, de sorte que certains auteurs estiment qu'une forme de décolonisation démographique a précédé l'effondrement de l'Etat soviétique. À la fin des années 1980, la mobilité migratoire a toutefois pris des formes nouvelles, au moment où les migrations régionales devenaient internationales. L'émigration post-soviétique des populations russophones est en particulier souvent présentée comme une mobilité contrainte, en raison de la situation économique et politique subie en Ouzbékistan. Aussi toutes les classes d'âges et toutes les catégories sociales furent-elles impliquées dans l'émigration, à partir de la fin des années 1980, tandis que les jeunes adultes fournissaient précédemment l'essentiel des migrants.

Les populations allochtones ont émigré massivement, dès la fin de la perestroïka, soit vers leur « patrie historique » - la Russie, l'Ukraine pour les Tatars de Crimée, Israël, la Grèce –, soit, plus rarement, vers des pays développés d'Europe occidentale ou d'Amérique du

Nord. Les départs furent particulièrement nombreux entre 1989 et 1992 – 285 100 personnes ont émigré en 1990 – puis en 1994, avant de se réduire puis de connaître un léger rebond, dans la seconde moitié des années 2000, lié notamment à la décision de la Russie de favoriser le retour de ses « compatriotes » russes et à l’essor économique rapide du Kazakhstan. En 2007, 52 800 personnes ont migré de l’Ouzbékistan vers la Russie, contre 14 900 personnes en 2004. Au cours de la période post-soviétique, plus de 1,5 millions de personnes ont finalement définitivement quitté l’Ouzbékistan. Près des deux-tiers des migrants se sont dirigés vers la Russie. Mais le Kazakhstan est devenu une destination importante au cours des années 2000, notamment pour les Kazakhs, qui étaient près d’un million en 2000. Ils représentent aujourd’hui près de la moitié des départs d’Ouzbékistan et sont attirés par l’essor économique kazakhstanaï et encouragés par les dispositifs mis en œuvre par les autorités d’Astana envers les Kazakhs de l’étranger.

L’émigration des populations russophones conjuguée à la quasi-disparition de l’immigration a entraîné une modification des équilibres démographiques. Les effectifs des Russes et, plus largement des Russophones, n’ont cessé de décroître depuis le recensement de 1989, tandis qu’ils s’étaient maintenus au cours des années 1980. Certains estiment qu’il demeure entre 500 000 et 700 000 Russes en Ouzbékistan, soit environ 2 % de la population. Dans ce contexte, les villes où étaient concentrées les populations russophones, notamment les satellites industriels de Tachkent, ont subi une période de stagnation voire de crise. Pour sa part, Tachkent a connu un renouvellement important de sa population au profit des populations ouzbèkes.

2.2. L’essor des migrations de travail

L’histoire migratoire récente de l’Ouzbékistan est marquée par la succession de plusieurs vagues d’émigration. Après les changements survenus à la fin des années 1980, la situation migratoire de l’Ouzbékistan s’est de nouveau radicalement modifiée au tournant des années 2000, du fait de l’apparition puis de l’essor de migrations de travail. À la différence des migrations définitives, qui concernent les populations russophones, cette mobilité saisonnière et temporaire est le fait des Ouzbeks (et secondairement des Tadjiks). Elle est principalement dirigée vers la Russie et le Kazakhstan, où se rendent respectivement environ 70 % et 25 % des migrants ouzbékistanaï. Ces derniers, qui sont majoritairement des hommes, y travaillent principalement dans les secteurs de la construction, du commerce et des services, mais des migrants sont aussi embauchés dans les transports, l’industrie et l’agriculture. Des travailleurs ouzbékistanaï sont également présents en Europe, en Amérique du Nord, ou en Corée du Sud, pays avec lequel l’Ouzbékistan a signé des accords de coopération dans le domaine des migrations.

De ce fait, l’espace migratoire ouzbékistanaï s’est fortement étendu au cours des dernières décennies. La géographie des migrations de travail est par ailleurs classiquement marquée par l’existence de destinations préférentielles selon les régions d’origine des migrants, car le transport, le travail et le logement à l’étranger sont la plupart du temps inscrits dans des réseaux familiaux et/ou amicaux ancrés dans les villages et les quartiers. Par exemple, les migrants originaires de la région du Karakalpakistan, situé au sud de l’Aral, se dirigent prioritairement vers le Kazakhstan, où ils travaillent surtout dans les régions pétrolières caspiennes ; inversement, depuis la région de Boukhara, la quasi-totalité des migrants se rend en Russie. Si les migrations de travail sont désormais un fait majeur, leur dénombrement reste incertain. Toutefois, il est vraisemblable qu’autour de deux à trois millions d’Ouzbékistanaï travaillent saisonnièrement ou temporairement à l’étranger, nombre

d'entre eux venant passer l'hiver en Ouzbékistan. Cette situation contraste avec la stabilité résidentielle et professionnelle qui caractérisait les populations ouzbèkes et tadjikes d'Ouzbékistan pendant la période soviétique : elles détenaient alors les taux de mobilité migratoire parmi les plus faibles d'URSS. L'apparition, puis la généralisation des migrations de travail renvoient à la situation économique incertaine de l'Ouzbékistan. Mais ce changement des pratiques socio-spatiales répond également à la forte croissance de la population, et notamment de la population active qui a presque doublé en 35 ans: 15,3 millions d'habitants au recensement de 1979, puis 30,5 millions d'habitants en 2014. Plusieurs auteurs soulignent aussi le rôle de la migration dans la construction de masculinité, voire dans la refondation de l'identité ouzbèke, certains migrants enrichis par leur travail à l'étranger apparaissant comme des figures du « nouvel Ouzbek ».

En tout état de cause, migrer est devenu une pratique très répandue dans les villages comme dans les villes d'Ouzbékistan, Tachkent* jouant souvent un rôle d'interface entre les espaces migratoires nationaux et internationaux. Les migrations de travail transforment l'organisation sociale et spatiale de la société ouzbèke, en entraînant notamment une redéfinition du statut et de la condition des femmes au sein des familles. Les autorités ouzbékistanaises, qui continuent d'exercer un contrôle sur la mobilité internationale comme sur les migrations internes (à travers la perpétuation de l'autorisation administrative de résidence, la *propiska*), refusent de reconnaître officiellement l'ampleur de ce flux, qui est fréquemment appréhendé par des commentateurs extérieurs comme une manifestation des insuffisances de la politique conduite depuis l'accession à l'indépendance. Il est vrai que l'essor des migrations de travail contribue *de facto* à réévaluer la situation géopolitique et géoéconomique de l'Ouzbékistan en Eurasie, en participant, dans un contexte post-colonial, au glissement du pays du Nord vers le Sud. De nouvelles formes de dépendance à l'égard de la Russie tendent à se développer ; les migrants ont officiellement transféré depuis la Russie plus de 4,2 milliards de dollars en 2011. Alors que la mobilité des migrants participe à la réactivation d'un espace régional cohérent, l'Etat ouzbékistanais semble toutefois davantage accompagner la croissance des migrations de travail que réellement l'entraver, puisque les compagnies ferroviaires et aériennes nationales axent leur développement sur les liaisons empruntées par les migrants, en particulier sur le segment Ouzbékistan – Russie.

Au cours des deux dernières décennies, l'Ouzbékistan est donc devenu un pays de migrants et de familles de migrants, où la société et l'Etat doivent composer avec des aspirations contradictoires, entre départs des migrants et volonté de maintenir des structures familiales et sociales traditionnelles enracinées, entre externalisation de la main d'œuvre et développement autocentré

Bibliographie

Aman A. (2000), *Population migration in Uzbekistan (1989-1998)*. Tachkent, UNHCR, 119 p.

Laitin David (1998). *Identity in Formation, the Russian-speaking Population in the Near Abroad*. Ithaca-London, Cornell University Press, 417 p.

Laruelle Marlène Éd (2010), *Dynamiques migratoires et changements sociétaux en Asie centrale*. Paris, Pétra, 320 p

Maksakova L. P. (1986), *Migraciâ naseleniâ v Uzbekistane* [Les migrations de population en Ouzbékistan]. Tachkent, Uzbekistan, 208 p.

Maksakova L.P. (2009), Uzbekistan v sisteme meždunarodnyh migracii [L'Ouzbékistan dans le système migratoire international], in Ž.A Zajonckovkaâ, G. S. Vitkovskaâ Éds., *Postsovetskie transformacii : otaženie v migraciâh* [Les transformations post-soviétiques au miroir des migrations], Moscou, Adamant, pp. 323-349.

Massot Sophie (2009), *Enjeux politiques et identitaires de la migration internationale des Ouzbeks vers trois pôles urbains (Moscou, Séoul, New York)*. Thèse de doctorat, Sciences Po Paris, 484 p.

Thorez Julien (2009), « Хорошо где нас нет » ! L'émigration des « Russophones » d'Asie centrale. *EchoGéo*, 20 p., <http://echogeo.revues.org/index10890.html>

Thorez Julien (2010), La mobilité des migrants d'Ouzbékistan : transport, frontières et circulation migratoire. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 26(3), pp. 31-57

Vitkovskaâ G.S. Éd. (1996), *Migraciâ ruskoožyčnogo naseleniâ iz Central'noj Azii : pričiny, posledsvtiâ, perspektivy* [L'émigration des populations russophones d'Asie centrale : causes, conséquences, perspectives]. Moscou, Carnegie, 146 p.